

Deux questions qui divisent

Les deux questions qui divisent le plus les membres de l'organisation sont celles du Moyen-Orient et de l'apartheid en Afrique du Sud. Le gouvernement d'Afrique du Sud est exclu de l'Assemblée générale depuis 1974. En outre, ces dernières années, on a tenté d'exclure Israël à l'occasion de certaines réunions ou conférences. Ces deux questions ont maintenant atteint tout le système des Nations unies à un tel point qu'elles en viennent à paralyser des actions dans certains domaines qui ne sont aucunement reliés à celles-ci. Kurt Waldheim, l'ancien Secrétaire général, à écrit dans *Foreign Affairs* (automne '84) que cette attitude, celle de soulever ces deux questions dans des contextes impropres, les agences par exemple, ne fait que miner la crédibilité des résolutions des Nations unies et l'efficacité même de l'organisation. Ce que M. Waldheim met en doute, ce n'est pas la bonne foi des membres qui parrainent de telles résolutions dans des cadres non appropriés, mais le jugement de ces membres.

Le système des Nations unies est fondé sur une répartition fonctionnelle, rationnelle et efficace des responsabilités. Chaque organisation ou agence des Nations unies devrait adhérer à son mandat et respecter la division du travail et des responsabilités qui existe déjà. Agir autrement ne fait qu'engendrer davantage de frustrations, sème le chaos dans les programmes et mobilise des énergies limitées aux dépens des buts de l'organisation. À titre d'exemple, l'Organisation mondiale de la santé comme son nom l'indique s'occupe d'abord et avant tout de santé, et non comme cela a déjà été le cas de la dispute entre les Arabes et Israël ou encore de désarmement. Cela ne fait tout simplement pas partie de son mandat. Ce genre de situation ne cesse de se répéter et si on n'arrive pas à les maîtriser, à les dominer, elles pourraient détruire l'organisation.

Les propositions du Secrétaire général

À l'occasion de ses rapports annuels de 1982 à 1984, Javier Perez de Cuellar a fait des propositions précises en vue d'améliorer l'efficacité du système et de changer les attitudes. Il a lancé un appel pour que les gouvernements renouvellent ouvertement leur foi dans la Charte des Nations unies, et aussi dans les mécanismes onusiens pour régler les différends de manière pacifique afin que les gouvernements aient vraiment confiance en l'ONU.

Perez de Cuellar est convaincu que sans un tel système international, les nations trouveront nécessaires de s'armer au-delà de leurs moyens pour protéger leur sécurité, et ce faisant, elles créeront une insécurité générale. Il est aussi convaincu que sans un tel système, il n'existera pas de défense ou de protection viable pour les petits et les faibles, comme il l'est d'ailleurs à l'égard des efforts consentis pour améliorer les conditions socio-économiques qui hors d'un tel encadrement pourraient très bien faiblir.

Le Secrétaire général a suggéré aussi une utilisation plus systématique du Conseil de sécurité, et non une utilisation de dernier recours. Il propose en outre des relations de travail plus adéquates entre les membres du Conseil de sécurité.